



|         |                           |           |            |
|---------|---------------------------|-----------|------------|
| Date:   | 29-04-2016                | Document: | F16-027 FR |
| Title:  | Rapport National Roumanie |           |            |
| Author: | CFSMR                     |           |            |

## Rapport d'activité octobre 2015 – avril 2016

1. Hausse temporaire des salaires pour les médecins en novembre 2015.

Dans un pays où le salaire minimal a été 214 euro en 2015, une hausse des salaires représente l'objectif principal des organisations syndicales. L'ancien gouvernement social-démocrate avait proposé un projet de loi pour tous les salaires budgétaires, pour augmenter leurs salaires sur une durée de plusieurs années. Les négociations se sont déroulées avec la participation des ministères concernés (Travail, Education Nationale, Santé) et des centrales (confédérations) syndicales, et la CFSMR a bénéficié d'une participation permanente.

En octobre 2015, l'ancien gouvernement a décidé d'avancer la hausse des salaires pour les médecins salariés: 25% à partir du novembre 2015, pour arriver à une hausse totale de 100% en 2019. Cette décision a été appliquée en novembre 2015.

2. Nouveau gouvernement et retour en arrière: hausse des salaires annulée.

Après la démission du premier ministre et de son gouvernement dans un contexte social et politique flou, le nouveau gouvernement a tout de suite annulé la hausse des salaires pour les médecins salariés à cause d'une "insuffisance budgétaire". Pour continuer le dialogue social, le nouveau gouvernement a proposé des nouvelles négociations, à partir du janvier 2016, invoquant son installation récente.

3. Nouvelles négociations.

Le nouveau gouvernement, dirigé par l'ancien commissaire européen (Mr. Dacian Cioloș – portefeuille agriculture) a démarré des discussions au niveau de chaque ministère concerné. Deux mois après, aucun résultat palpable n'avait été obtenu, aucun engagement de la part du nouveau gouvernement. Vu cette tergiversation constante, la CFSMR et la Fédération Hippocrate (fédération des syndicats médecins, infirmiers et autres professions) ont décidé de démarrer les actions spécifiques pour protester contre la politique de l'actuel gouvernement.

#### 4. Actions syndicales contre la politique de l'actuel gouvernement.

Les deux fédérations syndicales, représentant la totalité des médecins salariés syndicalisés: CFSMR et Hippocrate ont réuni leurs forces pour protester, en suivant un calendrier commun et annoncé aux médias.

- grève japonaise 21 – 25 mars: banderole bleue portée par les syndicalistes mais aussi par les non affiliés aux syndicats. Le proteste a été soutenu par les organisations des médecins généralistes - pratique privée (plusieurs médecins généralistes ont été solidaires en affichant aussi la banderole bleue) et par une ONG des médecins. Le président de la FEMS, Dr. Enrico Reginato, nous a adressé une lettre de soutien et ses paroles ont eu un impact très positif dans les rangs des protestataires. Pour une fois, les médias ont eu des réactions positives unanimes et favorables à la grève et ont estimé la participation entre 12 000 et 15 000 syndicalistes.

- manifestations devant le Ministère du Travail 31 mars 200 personnes avec l'occupation de l'esplanade pendant deux heures et même action, même participation le 07 avril devant le Ministère de la Santé.

Devant cette vague de protestations, le gouvernement a décidé, après 5 jours des débats publics, de présenter un nouvel projet de loi, pour toutes les catégories des salariés budgétaires. A la grande surprise, cette proposition de loi prévoit certaines hausses des salaires à partir que du 2017, mais aussi la baisse des salaires pour plusieurs catégories de salariés: administratifs, enseignants, infirmiers. Les résultats ont été immédiats: la Ministre du travail a présenté sa démission, les centrales syndicales ont dénoncé cette manœuvre odieuse du gouvernement et le dialogue social a été bloqué.

La CFSMR et la Fédération Hippocrate ont décidé de continuer les protestes et de préparer une grève d'avertissement pour 2 heures au niveau national.

Le Président de la CFSMR  
Dr. Victor Eșanu